

# HUGO BLANCO NE

## Quoi de nouveau au Pérou ?

Après l'appel en révision du jugement de Tacna qui condamnait Hugo Blanco à vingt-cinq ans de réclusion, la peine de mort réclamée par les militaires le menace toujours, et un lourd silence pèse du côté des autorités péruviennes, cependant que grandit de par le monde l'émotion et l'indignation.

La campagne développée par ses compagnons de lutte en faveur d'Hugo Blanco et de tous les révolutionnaires péruviens emprisonnés et torturés prend chaque jour de l'extension. Il faut cependant, non seulement poursuivre, mais encore accentuer la pression exercée sur le gouvernement péruvien. L'exécution de la menace qui pèse sur Hugo Blanco dépend encore de nous tous : il ne faut laisser au gouvernement péruvien aucun répit ; il faut démontrer que de tels actes terroristes ne peuvent être com-

A tous ceux qui sont épris de justice et de fraternité.  
Aux volontaires qui participent à notre lutte invincible.

A vous tous.

Les messages d'amour sans frontières, les lettres décidées à vaincre le potentat et l'oppresser, celui qui détient dans ses griffes le droit d'être la vie par décret gouvernemental et par la loi, les télégrammes fraternels qui nous sont parvenus nous ont été droit au cœur et en un moment nous avons vu tous nos efforts récompensés.

Je tiens à vous exprimer avec ferveur la reconnaissance du Comité de Défense des Droits de l'Homme pour le soutien que vous avez apporté à la lutte que nous menons en faveur de Hugo Blanco, notre dirigeant paysan modeste et courageux.

Je voudrais vous transmettre des paroles de courage et de tendresse car la révolution les mérite. Je vous envoie un salut chaleureux en dépit de la distance, en dépit des mers et des fleuves, en dépit du temps, en dépit de la censure.

La formation du Comité à Paris et les actions qu'il mène, méritent notre enthousiasme. Coude à coude, nous pourrions mieux triompher de l'oppression, coude à coude nous pourrions affronter

mis dans l'ombre et l'indifférence ; il faut que cette vigilance soutenue et cette solidarité internationale fassent la démonstration de leur force en interdisant une telle décision. Il faut sauver Hugo Blanco et tous ses compagnons !

Les efforts jusqu'ici entrepris ne sont pas restés vains : un répit a été laissé à la défense devant le Conseil suprême de Justice militaire ; l'exécution d'Hugo Blanco ne peut avoir lieu tant que Belaunde Terry sentira que le monde entier s'élève de l'iniquité qui règne au Pérou, qu'il sentira grandir la réprobation générale qui le met à son tour en posture d'accusé.

De la nécessité de soutenir et d'amplifier la lutte, de l'utilité des efforts déjà déployés, nous ne saurions mieux donner la mesure qu'en publiant cette lettre émouvante de la veuve du guérillero Lobaton, Jacqueline Lobaton :

sans crainte les abus, les outrages et les extirper de la terre péruvienne qui nourrit des millions de paysans, d'ouvriers, d'étudiants victimes du joug infernal.

Je veux seulement vous faire part aujourd'hui du triomphe total du meeting que nous avons tenu sur la place San Martin, le vendredi 2 décembre ; je veux vous dire que le peuple, libéré de la peur, ressemblait à un soldat décidé à défendre ses droits foulés aux pieds ces dernières années. Des persécutions injustes, des crimes sans fondement, des châtiments sans jugement ont sali notre pas. Mais nous sommes ici convaincus — parce que nous aimons des devoirs qu'il est doux de remplir quand il s'agit de la vie — de la valeur et de la beauté de l'être humain.

Peut-être ai-je mal exprimé ce qu'il y a de magnifique dans l'union de vos efforts et des nôtres, mais l'émotion m'a emporté au plus profond de moi-même.

Merci camarades, merci compagnons, merci amis. La défense de Hugo ressemble à un chant.

Je vous dis d'aller de l'avant, en dépit des obstacles, en dépit des amertumes profondes de la lutte.

A bientôt.

Le Comité.

Jacqueline Elnau de LOBATON

n'ait été prouvée. Il faut demander la libération de Lucas Bellido et des vingt-cinq prisonniers politiques qui se trouvent dans la prison et au commissariat de Huancayo... »

En dernière heure, nous recevons communication d'une lettre d'Hector Bejar, du 30 décembre, dont nous extrayons les lignes suivantes :

La situation de Hugo est la suivante : il y a deux jours, la défense n'avait pas encore présenté son plaidoyer, elle le fera cette semaine car le tribunal l'a rappelé à l'ordre. Une fois le plaidoyer présenté, il faudra encore l'avis de l'auditeur qui doit étudier le dossier. Entre temps, le 15 janvier, le Tribunal se met en vacances jusqu'en avril. En outre, beaucoup de militaires, et parmi eux plusieurs membres du Tribunal, prennent leur retraite. Il semble que les actuels membres du tribunal se sont effrayés de

la protestation internationale et ne veulent pas se « mettre cette mort sur le dos ». Ils préfèrent en laisser la responsabilité à ceux qui les remplaceront parce que cette histoire leur brûle les doigts. Pour cette raison je pense qu'ils préfèrent traîner en longueur, afin que leur nom ne soit pas mêlé à une telle condamnation à mort.

Néanmoins, il faut rester très vigilant, car il se peut qu'ils aient attendu tout ce temps pour que la campagne pour Hugo diminue, pour que les gens oublient un peu l'affaire, et puis ils nous feraient la surprise à un moment où le Parlement ne fonctionne pas et où les universités se trouvent toutes en vacances. Il ne faut surtout pas oublier qu'une sentence de mort est exécutée dans les 24 heures.

La seule façon de déjouer cette manœuvre est d'intensifier la campagne et profiter de ce temps pour l'amplifier...



« Meeting combatif de la corporation de la Construction du Pérou, contre la peine de mort que l'on veut appliquer au dirigeant syndical et politique Hugo Blanco. Le meeting montra clairement combien Hugo est un intimentement au peuple. C'est une des nombreuses manifestations qui se déroulent actuellement. Nous nous félicitons de la solidarité internationale qui se manifeste par des télégrammes au président, et au Conseil militaire de justice. La campagne doit se poursuivre... »

### LE MEETING DE LA PLACE SAN MARTIN

A Lima, le 2 décembre dernier, avait lieu, place San Martin, un meeting soutenu par le Comité pour la défense des Droits de l'Homme, dont l'ampleur apportait aux yeux des autorités péruviennes, et des observateurs du monde entier, la démonstration de l'unité et du courage du peuple péruvien, envers et contre tous les énormes obstacles qu'il lui faut surmonter, en dépit de sa poignante misère et de la répression brutale dont il est l'objet. 15.000 personnes s'étaient rassemblées, et cela ne s'était pas vu depuis plusieurs années. Cela marquait donc un échec pour le gouvernement, ainsi qu'en témoigne la lettre ci-après reçue de Lima :

« Vendredi eut lieu le meeting que nous préparions depuis un mois. Nous étions très surpris qu'on nous permit de le faire place San Martin, l'endroit le plus favorable à une telle manifestation. Puis nous pensions qu'elle était autorisée pour nous rendre ridicules par le petit nombre des manifestants sur cette grande place... Mais, la place était pleine et débordait de gens. Le meeting était enthousiaste, chaleureux, le peuple de Lima nous offrait son appui et sa solidarité. Ils étaient émouvants ces cris et ces « viva » pour notre cher Hugo. Nous avons parlé, Jacqueline (Lobaton) d'abord, puis le député Ledesma du Parti communiste, un représentant des étudiants de l'Université de Ingeniería, un représentant de la Construction navale, un délégué paysan du groupe de Hugo, puis moi... Il est aussi toujours très émouvant l'accueil que le peuple fait aux femmes de guerilleros... On criait « au poteau » pour tous les bourreaux du

peuple, Beltran, Belaunde Terry, Ruiz de Somocurcio et les « gorilles »...

Nous avons mis une énorme photo de Hugo au fond de la tribune et, en-dessous, toute une rangée des photos des guerilleros, morts, persécutés ou emprisonnés et, aussi des étudiants emprisonnés... Après le meeting, les manifestants se dirigèrent vers le parc municipal toujours en criant des slogans, puis par l'avenue Abancay, vers le Parlement, et, finalement ils s'arrêtèrent devant le Palais gouvernemental, pour scander « Liberté pour Hugo Blanco », jusqu'au moment où la police les dispersa. Enfin, c'était un meeting triomphal... »

De tels résultats doivent surtout nous encourager à intensifier la lutte.

Nous tenons également à publier le document ci-dessous, extrait d'une lettre adressée depuis Huancayo :

« Cela fait plus de seize mois que la répression de Belaunde Terry tient emprisonnés vingt-cinq étudiants et paysans sans qu'aucun jugement soit intervenu. La prison, la caserne et le tristement célèbre commissariat sont témoins des tortures et de la mort de plus d'un prisonnier. Qui ne se rappelle les quatorze guerilleros, parmi lesquels se trouvaient Froilan, Herrera et Francisco Romero, qui furent fusillés dans la cour de la caserne, ou du paysan Carlos Fernandez, qui est mort au commissariat, des suites de tortures et du traitement à l'eau glacée. Depuis huit mois, un jeune étudiant, Lucas Bellido, abattu et torturé, se trouve dans la prison de cette ville, sans que personne ne se soit occupé de son cas, sans qu'aucune accusation

### LES PROTESTATIONS

De nouveaux télégrammes et lettres ont été adressés aux autorités péruviennes, protestant contre la menace de mort qui pèse sur Hugo Blanco : De France, le 19.12, par Charles Bettelheim, professeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes ; le 26.11 par le Cartel des Ecoles normales supérieures (Ulm, Saint-Cloud, Sèvres, Fontenay, etc.) ; le 28.11 par les étudiants colombiens de Paris ; le 1.12 par le Pr. François Perroux de l'université de San Marcos, Lima et Ica ; le 3.12 par le Centre des Etudiants latino-américains travaillant en France (signé H. Torres, président) et par le syndicat C.G.T. des Sciences humaines réuni en congrès ; enfin, le 30.12, par huit professeurs de l'université de Paris et d'autres centres universitaires, parmi lesquels Ernest Labrousse, Chombart de Lauwe, et François Chevallier, professeur à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine de l'université de Paris, directeur de la Casa Velasquez (Espagne) et ancien directeur de l'Institut français d'études andines, à Lima.

De Londres, par l'Union des étudiants de la London School of Economics.

De Stockholm, le 22.11 par la Jeunesse démocratique, et l'Organisation des Jeunes socialistes de Suède.

Adressez vos télégrammes et lettres de protestation demandant l'amnistie immédiate pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques au : Conseil suprême de Justice militaire, Consejo supremo de Justicia militar, Lima, Peru.

Adressez votre soutien financier à : Mme Andrée Dinouart, 30, av. Carnot, Paris 17<sup>e</sup> - C.C.P. Paris 13.419-97.

De New York, par le Comité américain pour la justice en faveur des prisonniers politiques latino-américains.

De Santiago du Chili, le 25.11 par les dirigeants de syndicats, des écrivains, des journalistes et des avocats, dont Clotario Blest, l'ancien président de la Centrale unique des travailleurs du Chili, Humberto Valenzuela, dirigeant des ouvriers municipaux, Alexandro Chelén, membre du Comité central du Parti socialiste, et de nombreux dirigeants du M.I.E.

De Grèce, le 10.11, du journal O Logos Mas (Notre parole), de Marxistiko Deltio (Bulletin marxiste), de la revue l'Intellectuel, du Comité pour la Paix et du Comité d'aide au peuple du Vietnam ; protestation signée de nombreux professeurs, intellectuels, étudiants, militants syndicaux et travailleurs.

Enfin, de l'Association internationale des juristes démocrates.

En Argentine, l'hebdomadaire Nuestra Palabra a lancé un appel pour que se fasse une ample mobilisation continentale dans toute l'Amérique latine, afin d'empêcher l'assassinat du dirigeant des paysans péruviens Hugo Blanco.